[CHRONIQUE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE]

MARC FALLET : *CHRONIQUE EPHEMERE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE – ACTE I*

Il n'est pas dans nos habitudes d'accorder à la tragicomédie parlementaire plus d'attention qu'elle n'en mérite.

Mais l'heure est grave : **le parlementarisme est en train de se dissoudre** jusqu'à provoquer un vide du pouvoir, avec des effets importants sur le mouvement de la jeunesse, des affrontements violents incontrôlés et l'exacerbation des tensions civiles.

Dans une allocution du 18 octobre qui restera marquée dans l'histoire par son insignifiance, Macron n'a trouvé comme ressource politique que de nous promettre une « ***belle élection présidentielle*** ».

L'élection se doit d'être belle car elle est censée ouvrir un avenir à un pays qui ne semble plus en avoir. Elle s'annonce cependant comme un long cauchemar. Comme un feu d'artifice destiné à illuminer le ciel de ses promesses mais que des artificiers minables font exploser prématurément au sol.

PREMIERE DONNEE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

LE MOTEUR SANS CARBURANT DE L'ALTERNANCE ELECTORALE

Déplions l'argument.

L'assise subjective du parlementarisme, c'est l'alternance électorale.

Elle consiste à enfermer « la politique » dans un affrontement électoral entre deux camps opposés à vocation gouvernementale [1] en faveur desquels les « citoyens » sont invités à trancher par un vote. Le vote fait entrer périodiquement les « citoyens » en transe. Rappelons que **la transe** est une dissociation de la réalité. Car au moment même où ils affirment leur pouvoir, les « citoyens » organisent institutionnellement leur impuissance en déléguant leur capacité politique à l'État [2].

Pour que l'alternance suscite l'adhésion, il faut une conflictualité minimale entre les deux camps, mais pas trop profonde non plus.

- **Une conflictualité minimale** : sinon à quoi bon voter s'ils se ressemblent tous ?
- **Pas trop profonde** car elle ne doit pas mettre en péril la reproduction du système. Ainsi, une grande partie de l'énergie du parlementarisme consiste à faire rentrer « les extrêmes » dans son giron. Le PCF des années 1930 s'est ainsi parlementarisé tout en se voyant reconnaître une « fonction tribunitienne » (porte-parole des ouvriers et des pauvres au sein du parlementarisme) [3]. Le Front National alias RN s'est dédiabolisé : il a coupé ses cornes pour être sur la photo de l'Assemblée.

On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre.

L'adhésion à un camp repose sur **des promesses** en dernier ressort **monétisées** : subventions, fiscalité avantageuse, partage du revenu entre le capital et le travail, arbitrage entre les professions, les actifs et les inactifs, les investissements entre les secteurs…. Il faut corrompre l'électeur, l'acheter. Le système parlementaire est par nature **clientéliste**. Logique dans un système capitaliste où tout se monétise, même les professions de foi.

---

[1] Gauche/droite, démocrates/républicains, travaillistes/tories…

[2] Le vote étant la plus haute manifestation de la citoyenneté, on définira ainsi le citoyen : *Est un citoyen quiconque démissionne de sa capacité politique au moment même où il croit l'affirmer*. En langage populaire, un sacré couillon.

[3] Le parlementarisme se désolait que cette fonction ne soit plus représentée au parlement avec le déclin du PCF. LFI s'efforce de prendre le relais.

L'enjeu est essentiellement de **faire adhérer les classes moyennes** au parlementarisme dont elles sont le pilier dans les pays capitalistes développés.

Mais, pour que l'alternance fonctionne, il faut qu'il y ait du revenu à distribuer aux clientèles.

On imagine mal un programme électoral fondé sur « vous serez davantage honoré mais n'attendez aucun avantage supplémentaire ». L'argent est le nerf de la guerre parlementaire. C'est pourquoi il y a une **focalisation sur le budget**. Ça fonctionne tant qu'il y a un surplus dans l'économie à distribuer.

Que se passe-t-il lorsque l'argent vient à manquer ? L'alternance se grippe car il n'y a plus rien à offrir.

Telle est la situation actuelle en France. D'autres pays d'Europe ont déjà connu cette situation (Grèce, Portugal, Espagne) ou vont la connaître avec la baisse du niveau de vie.

Danger mortel pour le parlementarisme quand il n'y a plus d'essence dans le moteur de l'alternance. Le miroir aux citoyens est brisé. Une violence colérique gronde dans les entrailles d'un parlementarisme dépouillé de ses séductions monétaires. Éruptions de cette colère. Tensions civiles. **L'ordre militaire succède à la séduction monétaire**. Stupeur et tremblements.

Pourquoi les caisses sont-elles vides ? Une situation structurelle, pas conjoncturelle.

À l'origine, il y a **le déclin de l'impérialisme français**. Comme pour d'autres pays occidentaux, la richesse intérieure venait des prébendes de la domination impérialiste sur d'autres zones.

Tout d'abord, il y a **l'épuisement des résidus coloniaux** : la France s'est fait chasser de l'Afrique, non seulement au niveau militaire (Russes) mais aussi économique (Chinois), la piteuse déconfiture de l'empire Bolloré en Afrique en étant une illustration frappante [4].

Ensuite, la France est **moins compétitive** sur les marchés mondiaux, en particulier son industrie. La délocalisation a désindustrialisé le pays sans conquérir de marchés extérieurs et en laissant le marché intérieur aux concurrents. Tandis que les dépenses publiques ont fortement augmenté pour maintenir le niveau de vie (santé, retraites, prestations sociales) et faire face à ce qui pouvait l'amputer (Covid, difficultés sectorielles, effets du désastre climatique).

La spirale de la dette

Il en a résulté une **progression très rapide de la dette** : 120% du PIB aujourd'hui et près de 80 milliards d'euros d'intérêts versés annuellement aux prêteurs. Ce n'était pas trop un problème quand les taux d'intérêt étaient très faibles (les bons du Trésor se plaçaient à un taux négatif en 2020 en raison de la politique d'achat d'obligations d'État par la BCE [5] au moment du Covid). Mais ils ont fortement remonté, amplifiés par la crise parlementaire.

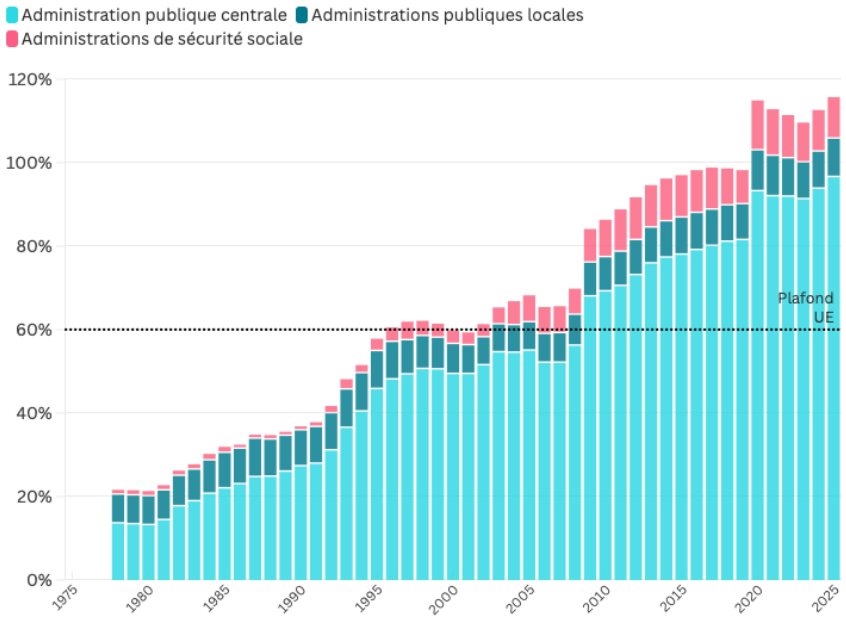
Le poids des intérêts versés annuellement s'alourdit en conséquence dans le budget : 66 milliards en 2026 pour le seul budget de l'État central, soit le budget de l'éducation nationale. Il est appelé à croître fortement en raison de la hausse actuelle des taux (le taux sur les obligations d'État vient de dépasser les 5% en octobre 2026) et du remplacement des emprunts à taux faible venus à échéance par de nouveaux emprunts à taux élevés (1 point de taux en plus entraîne un surcoût annuel de 40 milliards).

Tel est le contexte de l'élection présidentielle. Le parlementarisme n'a **plus rien à distribuer** alors qu'il y a un appauvrissement non seulement des plus pauvres mais aussi d'une part croissante des classes moyennes qui constituent le socle social du système parlementaire. C'est une situation potentiellement explosive.

[4] Le repli franchouillard de Bolloré sur le financement de médias d'extrême droite en France, lui qui dominait les ports et le transport en Afrique, est une saisissante image nauséabonde du déclin national.

[5] Banque Centrale Européenne

Dette publique de la France (en % du PIB)



Source : Insee.
On note les deux inflexions nettes de la crise financière (2008-2010) et du Covid (2020)

SECONDE DONNEE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

LE SORT DU TIERS INCLUS

Le parlementarisme n'est pas seulement la mise en œuvre d'une douce alternance. Il suppose aussi un vif affrontement avec un tiers qui est à moitié dedans à moitié dehors et que j'appelle pour cette raison **le tiers inclus**.

La paisible alternance entre de raisonnables candidats gouvernementaux est **soudée par une féroce détestation** d'un tiers jugé extérieur à l'alternance mais néanmoins impérieusement nécessaire à sa cimentation.

Le PCF a historiquement joué ce rôle avec un pied dehors (les grèves ouvrières), un pied dedans (le jeu parlementaire). Il se balançait d'un pied sur l'autre tout en étant **le vrai ciment du système parlementaire : celui qui lui procure sa boussole**. Le positionnement par rapport au communisme était en effet le point de repère qui suturait l'ensemble du dispositif parlementaire.

Quand elle n'était pas anti-communiste, **la gauche sociale-démocrate** qui n'a jamais eu depuis le Congrès de Tours (1920) d'identité affirmative propre trouvait son salut dans l'Union de la gauche, l'alliance avec le PCF. **La droite** se définissait d'être avant tout inlassablement anticommuniste. Car au-delà, c'était la division entre « droites irréconciliables » (gaullistes/pétainistes).

> Paradoxe du PCF revendiquant son hétérogénéité (partielle) au parlementarisme tout en constituant son ciment politique.

Le déclin du PCF a tout foutu par terre. Les socialistes errent depuis sans fin à la recherche d'une identité introuvable. La droite a implosé de ne plus pouvoir s'échauffer dans l'anticommunisme. Les alliances ont volé en éclats, le système sans ciment s'est fragmenté, les partis se sont évaporés. Privé de sa boussole, le parlementarisme s'est perdu dans un épais brouillard.

On dit que c'est Macron qui a tué les partis parlementaires : non, c'est le déclin du PCF, le tiers inclus, qui a transformé les « partis de gouvernement » en une meute errante de canards sans tête. Le banquier sans qualité politique n'a fait que s'installer dans un système déjà implosé. Il en est devenu le zombie en chef.

À la recherche d'un tiers inclus

Nécessité vitale : le parlementarisme est aujourd'hui à la recherche d'un nouveau tiers inclus.

> **Petite parenthèse** : le succès estival des films sur De Gaulle tient à cette recherche. Car De Gaulle fut aussi un tiers inclus. Sa légitimité ne tenait aucunement à une quelconque fortune électorale mais à son non à Pétain et à l'intelligence qu'il a eu d'incarner et d'imposer une « France libre » au milieu de la guerre mondiale. C'est ce qui lui a permis aussi d'imposer la décolonisation de l'Algérie à un parlementarisme totalement englué dans la guerre coloniale, socialistes et PCF compris.
>
> Il flotte ainsi aujourd'hui sur De Gaulle un doux parfum de tiers inclus. Mais, il est impossible de le réactiver si ce n'est sous la forme d'un fantôme accablant. C'est un tiers inclus dont même le fantôme est taillé trop grand pour les Retaillau & Cie nourris au biberon parlementaire depuis leur berceau.

Mais il y a un client plus sérieux que le fantôme de De Gaulle pour incarner aujourd'hui le rôle du tiers inclus.

Haro sur le Mélenchon !

Car il n'est aujourd'hui qu'un cri dans l'univers parlementaire, de Glucksman à Le Pen : *sus au Mélenchon !*

Le voilà **le nouveau tiers inclus**, le nouveau défi civilisationnel pour les partis de l'alternance : s'essuyer les pieds sur le paillasson Mélenchon pour pouvoir entrer dans la chambre nuptiale des mariages gouvernementaux.

Et puis lui coller agressivement une cible dans le dos. Ce qui le ravit d'ailleurs car il y trouve sa place, un pied dehors, un pied dedans. Le trotskyste revisite ses classiques.

La question qui se pose pour Mélenchon est : un tiers inclus peut-il vaincre dans une élection présidentielle ?

À son plus haut score électoral, le PCF (Duclos) a fait 21,3% au premier tour de la présidentielle de 1969. Il est arrivé troisième derrière Pompidou (44,5%) et Poher (23,3%), deux points derrière Poher. Duclos a donné la consigne de l'abstention pour le second tour (Pompidou-Poher : « bonnet blanc et blanc bonnet »). De 21,4% au premier tour, le taux d'abstention est passé à 31,1% au second tour.

Mélenchon est arrivé troisième en 2024 (21,95%), à 1,2 point de la deuxième, Marine Le Pen. Pas impossible pour lui d'accrocher la deuxième place en 2026. Si cette probabilité se confirme, ses opposants hors Le Pen vont devoir se coaliser derrière Philippe (ou son clone Attal ou tout autre centriste de rechange) pour le faire passer devant.

Mais Philippe ne passera à coup sûr devant Mélenchon que si les électeurs de Glucksmann votent préventivement pour lui au premier tour [6]. Ce qui laisserait Glucksmann, pris à son propre piège anti-Mélenchon, gros-jean comme devant, avec un score à la Hidalgo (1,8% en 2024).

Confronté à l'horreur absolue que constituerait pour lui un second tour Mélenchon/Le Pen, le marais centriste ne manquera pas de dramatiser une perspective qui les conduirait à **un supplice** : ou bien plonger dans l'enfer impie et risqué de l'abstention, ou bien voter pour le diable Le Pen, toute honte bue.

Il leur faut absolument **sortir de cette nasse**. Pour ce faire, Philippe redupliquant l'expérience de Macron devra troquer son profil d'alternant de droite pour celui consensuel d'un attrape-tout-démocrates. S'ils ont lieu, ces ajustements se feront dans la dernière ligne droite de l'élection, poussés par des « incidents » et des tensions civiles [7].

Le scénario cauchemardesque pour le-centre-de gauche-et de-droite est d'autant plus envisageable que Mélenchon a **une incontestable base populaire** renforcée par son implication dans le mouvement de la jeunesse et une vigoureuse dynamique de campagne déjà bien lancée qui peut l'amener à 20% sinon

---

[6] L'inverse me semble peu probable : Philippe s'accrochant aux basques de Glucksmann arrivé avant lui au premier tour.

[7] De manière générale, il faut s'attendre à une forte réduction de la dispersion des candidatures en trois pôles coalisés avant même le premier tour.

plus au premier tour. Le candidat « centriste » devra donc se situer au-dessus de cet étiage au premier tour pour assurer sa présence au second tour [8].

> Il faut se méfier toutefois des dynamiques sociales car elles sont trompeuses au plan électoral. Rappelons-nous la victoire écrasante de la droite aux élections de juin 1968 (73% des sièges de députés) au lendemain du puissant mouvement de mai.

Quoi qu'il en soit, si Mélenchon arrive deuxième au premier tour, il a très peu de chances de l'emporter au second contre Le Pen. Le bidon « Front Populaire » est mort, tandis que le FAM (Front Anti-Mélenchon) va de l'extrême droite à une partie de la gauche social-démocrate. Pour le FAM, c'est « ***tout plutôt que le tiers inclus au pouvoir*** » car celui-ci sortirait de la place qui lui est assignée.

C'est pourquoi **les législatives** qui suivront l'élection présidentielle sont sans doute la réelle cible électorale de Mélenchon ou plutôt de LFI car c'est la dernière occasion présidentielle pour Mélenchon à moins qu'il ne nous fasse une Lula. [9]

TROISIEME DONNEE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

L'AMORCE D'UNE DYNAMIQUE CHAOTIQUE

Chaos est sans doute un mot trop fort pour caractériser l'état de la situation actuelle. Il désigne plutôt une tendance, une dynamique faite de l'enchaînement incontrôlable d'une succession d'épreuves chaotiques :

- chaos parlementaire (étripages nébuleux autour du budget),
- chaos civil (contradictions irrésolues au sein du peuple),
- chaos d'une violence débridée (entre État et émeutiers, attentats criminels de bandes racistes),
- chaos de la violence économique (basculement d'une fraction croissante de la population dans des logiques déprimantes ou agressives de survie),
- chaos annoncé de perspectives guerrières.

Il y a de quoi tournebouler les esprits. Il va falloir être calme et sereinement orienté pour affronter la période.

Vers une situation ingouvernable

On peut aujourd'hui supputer à perte de vue sur celui qui gagnera la présidentielle.

Trois choses sont en revanche certaines :

- Les six mois à venir constituent **une situation de tous les dangers**. On ne peut exclure les coups tordus, les états d'urgence, les désirs factieux, les envies d'élimination, jusqu'à interrompre le processus électoral tant la cacophonie parlementaire va se heurter à l'impuissance structurelle à apporter des réponses à une effervescence sociale démultipliée.
- **Les forces parlementaires n'ont aucune proposition sur l'avenir de ce pays**. Elles ratiocinent sur l'immigration et la sécurité et n'ont que des propos régressifs sur la jeunesse, l'éducation, la santé, le travail, la crise climatique, la dette, la situation internationale, la guerre.

  On est bien en peine de savoir ce que **le RN arrivé au pouvoir** fera effectivement dans ces domaines et si cela sera très différent du sauve-qui-peut court-termiste actuel, hors quelques marquages symboliques. **Mélenchon et LFI** ont davantage travaillé et sont porteurs de propositions radicales mais ils courent le risque d'être rapidement « melonisés » (Italie) ou « tsiparisés » (Grèce) par ce qui subsiste de l'Europe.
- Il faut toujours se méfier de **la radicalité socialiste** : soit elle abdique très rapidement une fois au pouvoir (Hollande, « l'ennemi de la finance »), soit elle avorte car elle n'a pas les moyens de se

---

[8] On voit que cette élection inverse le vieil adage électoral de Guy Mollet « *au premier tour on choisit, au second on élimine* ». Le premier tour est dans une logique de second tour : « *au premier tour, on élimine Mélenchon, au second, on choisit Philippe* ».

[9] Voir l'article sur le Brésil

réaliser (Mitterrand et le tournant de 1983), soit elle est aventuriste parce qu'elle tente de se déployer alors qu'elle n'a pas les moyens d'affronter les antagonismes qu'elle suscite (Allende). Dans tous les cas, de terribles frustrations et désillusions.

- L'agitation du **chiffon rouge de l'annulation de la dette** détenue par la BCE en est un exemple. Soit Mélenchon sera mis rapidement sous l'éteignoir du Conseil européen, soit il devra sortir de manière aventuriste de l'Europe, en jouant une improbable et dangereuse carte nationaliste et en se privant… des mannes de la BCE. C'est un pétard mouillé.
- Quel que soit le candidat élu, la situation actuelle d'**ingouvernementalité**, autrement dit de vide du pouvoir qui prévaut depuis la dissolution de 2024, risque de se prolonger. Le président élu n'aura pas nécessairement de majorité à l'élection législative qui suivra.

Ordre intérieur et agressivité extérieure

L'impuissance parlementaire engendrant et amplifiant le chaos, deux portes de sortie s'offrent à elle.

Un régime d'ordre intérieur pour juguler le chaos

Une dictature ne va pas venir demain matin sonner brutalement à notre porte. Mais par glissements progressifs du droit, par petites touches successives, **un régime d'ordre** soutenu par une partie de la population apeurée peut s'installer.

Une touche d'État d'urgence par ci, une restriction du droit de manifester par là. Tout comme une criminalisation des révoltes, un embastillement facile, une surveillance renforcée de la population, une inquisition numérique déployée, une justice annexée au pouvoir, de menues lois d'exception.

L'agressivité extérieure

La guerre est un instrument choyé de longue date pour discipliner les peuples tourmentés. On observe le retour à **une propagande guerrière** préparant l'opinion.

Le squelettique Macron montre ses muscles : réarmement industriel, priorité budgétaire à la Défense, tentatives d'enrôler les jeunes dans des ersatz de service militaire, conciles militaires européens périodiques, bricolages infructueux d'alliances en matière d'armement, élargissement grandiloquent de la dissuasion nucléaire alors qu'elle reste nationale et solitaire, aboiements (de loin) contre la Russie. Tout ceci étant « justifié » par la menace de l'envahissement de l'Europe occidentale par la Russie.

Il s'agit en fait de préparer l'opinion à une intervention de la France dans une guerre de nature interimpérialiste. L'horizon de la guerre peut paraître lointain et il l'est certainement. Mais il peut connaître des phases d'accélération, en particulier dans une période où l'élection présidentielle va percuter la probable reconnaissance par Zelinski de l'impossibilité pour l'Ukraine à bout de souffle de continuer la guerre au-delà du terrible hiver qui se profile pour le peuple ukrainien.

Le camp impérialiste de l'Europe occidentale et celui de la Russie se regardaient par-dessus l'épaule de l'Ukraine prise en otage d'un conflit de puissances. Si l'Ukraine dit pouce, que va-t-il se passer ? Les puissances seront nez à nez. Dans la période actuelle, on imagine mal que le conflit s'éteigne, d'autant qu'il y a du côté de la présidentielle française de fervents incendiaires comme Glucksman et Cie. Il va a minima couver sous la cendre.

On ne sait comment cela va évoluer. Tout ce qu'on sait, c'est que **la présidentielle et la probable défaite de l'Ukraine vont dangereusement se percuter**.

À suivre

●●●